





1890



territoire. Tous ces événements se passaient dans la partie occidentale de la région du Turkestan.

Dans le même automne de 1870, ils envoyèrent une mission à Kokand, et 1871 fut signalée par les opérations dans Dzungaria et par l'occupation de Koulja, qui était une grande ville chinoise avant la grande révolte musulmane — ces derniers événements se passèrent sur un point très-éloigné à l'Est. Vers la même époque ils étendirent leur connaissance des passes de montagnes qui conduisent au Turkestan occidental dans le Turkestan oriental. Dans la même année 1871, sur un point éloigné des côtes de la mer Caspienne, ils organisèrent deux expéditions, que l'on suppose avoir été la nature de reconnaissances, de Krasnovodsk qu'ils avaient occupé dans l'automne de 1869; ces expéditions se firent à travers la steppe dans la direction de Khiva.

Vers la fin de la même année ils occupèrent un autre point à l'est de la Caspienne, sur la rive nord de l'Atrek. De façon qu'ils ont maintenant quatre points à l'est de la Caspienne : le fort Alexandrovsk; Krasnovodsk, plus loin au sud; la colonie à l'embouchure de l'Atrek, nommée Tchikischlar, encore plus loin au sud; et l'île d'Ashrada, tout à fait au sud, non loin de la ville persane d'Asterabad. Si l'on peut craindre que l'un de ces avant-postes de l'empire, depuis Koulja au nord-est jusqu'à Ashrada à l'extrême sud-ouest, peut affecter d'une façon quelconque l'Inde anglaise, c'est Ashrada ou Tchikischlar, parce qu'un commandant, qui n'aurait pas complètement perdu l'esprit, ne songerait à s'avancer contre l'Inde anglaise d'aucune des autres places mentionnées.

La panique au sujet d'Ashrada a été complétée. Les Russes s'y établirent en 1877, et une génération de rusesophes aujourd'hui dans la tombe se lamentait à ce sujet. Tchikischlar aussi ne pourrait être important pour nous que si les Russes voulaient sonder leur route le long du nord de l'Atrek et prendre possession de Merv. Mais c'est là un acte dont ils n'ont pas même le moindre indice, et ce serait une mesure infiniment plus forte qu'une expédition à Khiva. En 1872, les Russes conclurent un traité de commerce très-important avec l'Aïtali Gazi, souverain du Turkestan oriental, traité de commerce qui ne contient toutefois rien de contraire à nos intérêts, et nous laisse libres d'en conclure un autre, ce que nous ferons, je l'espère; car, quoiqu'il soit facile d'exagérer l'importance du commerce entre le Turkestan et l'Inde, le trafic existant peut être considérablement augmenté. Une mission est sur le point de partir de l'Inde pour Yarkand sous les auspices les plus favorables. Ces pas en avant de la Russie, qui ne sont ni très-considérables ni très importants, ont tous été enregistrés comme ayant été faits depuis l'été de 1869, à l'exception de la reconnaissance du colonel Markozow, dont l'échec a conduit à l'expédition de Khiva. Ces faits d'un caractère militaire, et le fait diplomatique de la correspondance qui a été déposée sur le bureau de la Chambre, sont les seuls qui aient pu modifier la situation dans laquelle nous nous trouvons par rapport à cette question au mois de juillet 1869. On peut établir toutes les spéculations imaginables sur ces faits, mais en eux-mêmes ils sont en petit nombre, et n'ont pas une bien grande signification. S'il y avait des motifs d'inquiétude en 1869, il y en a aujourd'hui; sinon, non.

Je n'ai rien à voir dans les spéculations auxquelles on peut se livrer sur un pareil sujet, mais je désire poser une ou deux questions sur des matières de fait. Premièrement, quand certaines gens se complaisent à dire que la Russie aura bientôt l'armée du Caucase prête à opérer dans le Turkestan, qu'entendent-ils pas là? Le général Romanovski, une bonne autorité, fait la déclaration suivante :

« A l'avenir donc, l'armée du Caucase sera considérée par nos généraux comme la réserve des forces du Turkestan, et sera toujours assez forte pour qu'elle puisse aisément détacher quelques bataillons sans nuire au service qui lui est confié; sa sphère d'action s'étendra, en fait, aux deux pays en même temps. »

La-dessus sir Henry Green base l'effrayant avis que voici :

« Par ce qui précède on verra qu'il y a une période qui n'est pas très-éloignée la Russie aura à sa disposition pour les opérations dans le Turkestan l'armée du Caucase, comptant 150,000 hommes de ses meilleures troupes, et à laquelle est attaché un corps considérable d'irréguliers, composé des tribus les plus guerrières du Caucase et de l'Asie-Mineure, organisée d'une manière analogue à notre armée indienne, et pouvant répondre en quinze jours à l'appel des forces stationnées dans le Turkestan. Avec une armée de réserve aussi avantageusement placée, est-il à croire que la Russie resterait passive par rapport à l'Inde dans le cas où il entrerait dans sa politique générale de faire un mouvement agressif vers ce pays? »

Voilà un spécimen de la manière dont raisonnent nos amis alarmistes. Parce que l'armée du Caucase sera bientôt à même de mettre quelques bataillons en réserve pour renforcer l'armée du Turkestan, toute l'armée du Caucase sera bientôt disponible pour une attaque contre l'Inde! Cela me rappelle le fameux dicton allemand, qui ridiculise les raisonnements de certains philosophes fantasques, « parce que le lion est une bête féroce, l'immortalité est hors de conteste. » (Très-bien!)

Secondement, je désire demander à nos rusesophes de spécifier par écrit les occasions dans lesquelles la Russie a fourni quelque preuve d'une intention de nous inquiéter dans l'Inde. Lord Stanford a depuis longtemps lancé le même défi, mais il n'a pas été relevé. S'il l'était, on constaterait que les indices de chaque intention de nous inquiéter sont très-rares. Dans la préparation d'un semblable document, les assertions sans preuve et la vague rhétorique ne compteraient nécessairement pour rien.

Troisièmement, je désire demander ce que signifient les constantes références dans ces discussions au document appelé le testament de Pierre le Grand? Une personne très-éminente a écrit un document du même genre, attribué à Frédéric le Grand, comme la platitude aux plus longues oreilles qui se promène actuellement à la surface du monde (Hilarité); mais quelle preuve a-t-elle mise en avant jusqu'ici pour établir que le testament bien connu a réellement été la production du grand Tsar?

Je remarque dans toute la correspondance de temps en temps des notions erronées qui semblent avoir assailli, au moins momentanément, même les plus augustes personnages du Russe au sujet des vues du gouvernement indien de Sa Majesté sur la question de l'Asie centrale. Il est naturel que des hommes d'Etat étrangers n'aient pas tout à fait pu concevoir que le gouvernement général de l'Inde et son conseil agissent en parfaite communauté d'idées avec le secrétaire d'Etat siégeant au conseil à Londres, et que, si une différence d'opinion s'élève, ils sont dans une subordination absolue. Mais l'existence de ces notions erronées a rendu d'autant plus désirable qu'il soit déclaré qu'il n'y a pas l'ombre d'une distinction à établir entre les vues du gouverneur général et de son conseil et celles qui ont été communiquées au gouvernement russe par le Foreign-Office. (Très-bien! très-bien!)

Pour conclure je dirai quelques mots au sujet de l'Afghanistan. Une circonstance purement accidentelle a donné une importance tout à fait absurde à une légère différence d'opinion qui s'est élevée dans le cours d'une correspondance longue et languissante, au sujet des frontières de ce pays, entre le département des affaires étrangères de Russie, le vice-roi en conseil et le secrétaire d'Etat en conseil. La différence d'opinion entre la Russie et nous portait sur un point de géographie politique de la nature la plus obscure et la plus difficile; mais il arriva que nous, qui avons de meilleurs moyens que les Russes d'obtenir des renseignements sur le pays peu connu de l'Oxus supérieur, nous avions raison, et qu'eux ils avaient tort.

Eh bien! ils ont franchement et bien gracieusement reconnu qu'ils étaient dans l'erreur; et ont ajouté l'expression qu'ils espéraient que nous ferions ce que nous pourrions pour empêcher Shere-Ali de se livrer à des agressions contre ses voisins. Là finit l'affaire. Rien ne saurait être moins exact que de dire, comme on l'a dit, que le résultat des négociations a été de livrer tout le pays au nord de l'Oxus à l'invasion russe; les négociations n'avaient rien de commun avec le pays au nord de l'Oxus, mais l'ont laissée exactement comme elles l'ont trouvée. Également inexacte est l'allégation que nous sommes tombés, comme résultat des négociations, sous des obligations nouvelles et spéciales par rapport à l'Afghanistan.

Nécessairement, nous ferons de notre mieux après les négociations, comme nous l'avons fait avant, pour pénétrer Shere-Ali et ses successeurs de l'importance de la paix tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs frontières, mais cela n'est pas une chose nouvelle. C'est une affaire de la plus grande importance pour nous, autant pour des raisons commerciales que pour d'autres, de ne pas avoir une de nos portes commerciales bouchée par une maison en feu. C'est une partie de notre politique, et une partie très-importante, d'entourer nos frontières par un cercle d'Etats sur lesquels nous ne tentons pas, sur lesquels nous ne voudrions pas même essayer d'exercer une autorité quelconque, parce que, entre autres raisons, la charge serait beaucoup trop lourde pour nos finances indiennes, mais avec lesquels nous désirons être en alliance étroite, avec une puissante influence du gouvernement indien.

Les plus importants de ces Etats sont Khatla, l'Afghanistan, le Népal et la Birmanie. J'espère que quoique prendra la parole d'ici à quelques années dans cette Chambre pourra ajouter le Tibet et le Turkestan oriental. Nous estimons que ces territoires sont dans la sphère légitime de notre attraction, et qu'aucune intervention hostile auprès d'eux ne serait envisagée avec indifférence par nous. Nous pensons qu'ils appartiennent de droit à la sphère du commerce anglais et des idées anglaises; mais quant à les ériger tous, ou seulement l'un d'entre eux, en défenses contre la Russie ou contre l'importance qui, ce n'est pas là ce qui nous a occupés.

Si nous voulons à quelque époque future — et par suite des changements et des chances des choses humaines il rentre nécessairement dans le cercle des possibilités que nous puissions le vouloir — des boulevards contre l'un ou l'autre, nous saurons comment les établir, nous aurons même que le Sennelam, l'Hindou Koush, le Karakorum et les Himalayas par-dessus le marché, seraient assez obligés envers nos ennemis pour s'écarter de leur route. Nous trouverions des boulevards dans nos bras et dans notre politique. C'est ceux-ci qui ont acquis l'Inde, en dépit de désavantages que l'alarmisme le plus extravagant n'a jamais évoqués contre nous dans ses pires accès de *Evangelical tremors*, et c'est par ces moyens que nous entendons la garder. (Très bien! très-bien!) Je suis de cœur et d'âme avec ceux qui disent que nous devons surveiller et connaître chaque pas des progrès de la Russie.

Le résultat de ne pas avoir agi ainsi est que nous sommes exposés de temps en temps à de folles paniques comme celles qui ont été déclenchées récemment; mais si nous nous donnons réellement la peine de nous tenir au courant de ce que fait la Russie, il s'écoulera maints jours avant qu'il devienne nécessaire que nous fassions pour ce motif quelque chose que nous ne faisons pas déjà pour d'autres raisons, et le meilleur conseil que l'on puisse donner est contenu dans ce proverbe espagnol : « Attaque qui veut, l'homme fort attend. » (Très bien! très bien!)

#### Suisse.

Le *Journal de Genève* annonce que la police de cette ville, sur l'ordre du Conseil fédéral, a arrêté le 25 avril un chambellan du duc de Modène, soupçonné de faire des enrôlements pour Don Carlos. La police a aussi mis la main sur un canon enroulé pour être expédié par chemin de fer. Une enquête est ouverte.

NECROLOGIE. — Une dépêche de Berne, 29 avril, annonce la mort du conseiller national professeur Walther Munzinger, frère de Werner Munzinger, gouverneur de Massowah, en Afrique. Le défunt avait représenté les vœux catholiques suisses au congrès de Munich.

#### Espagne.

La *Gaceta de Madrid* du 24 courant publie, dans sa partie non officielle, les détails suivants sur les événements de la journée et de la nuit du 23 :

Hier 23, l'alcade populaire (maire) de Madrid, sous le prétexte de passer en revue les volontaires de la république, fit assembler sur la place des Tauxaux les bataillons qui existaient sous le règne d'Alphonse de Savoie. La nouvelle de cet incident jeta l'alarme dans la capitale et y produisit une grande agitation. A peine en eut-on connaissance au gouvernement de la province, que le gouverneur a fait convoquer immédiatement les bataillons de volontaires organisés en vertu du décret du 16 février dernier du gouvernement de la république. Toute la partie sud de Madrid était littéralement hérissée de baïonnettes.

Ainsi qu'il avait été annoncé, à deux heures de l'après-midi eut lieu la réunion de la commission de permanence des Cortès, à laquelle assistèrent tous les membres du gouvernement, à l'exception d'un ministre de l'intérieur, qui restait naturellement chargé de la question du maintien de l'ordre public. Les délibérations suivirent tranquillement leur cours, lorsque de nouveaux incidents obligèrent les membres du gouvernement à se retirer avant qu'on fût arrivé à un accord.

Les volontaires de l'ancien parti républicain avaient en la générale idée de s'approcher de la place des Tauxaux pour voir si les uns ou les autres ne pourraient parvenir à s'entendre pour mettre conjointement leurs armes au service du pouvoir exécutif.

Arrivés sur la place, ils purent se convaincre promptement de la gravité de la situation. Ces volontaires étaient décidément en état d'insurrection. Ils avaient pour chef le général Letona, et dans leurs rangs figuraient plusieurs officiers remplaçant appartenant à diverses armées. Vainement un des membres de la commission républicaine, le général de brigade Carmona, essaya-t-il de les haranguer; le général unioniste et un grand nombre de siens

lui imposèrent silence, et n'hésitèrent pas à témoigner par leur avis de leur hostilité au gouvernement de la république.

Parfaitement édifié sur l'état d'insurrection de la place des Tauxaux, le gouvernement se réunissait alors en conseil et prit de suite des mesures énergiques pour attaquer les insurgés. Il rencontra dans toutes les troupes de la garnison et dans la garde civile l'appui le plus décidé, et grâce d'un côté à l'attitude imposante de l'armée, et de l'autre à la judicieuse distribution des troupes volontaires ordonnées par le général Carmona, qui venait d'être nommé commandant général de la milice, les insurgés céderent et lâchèrent pied, quelques-uns de leurs commandants venant de se joindre avec d'autres volontaires républicains au ministère des finances.

La place fut abandonnée et ils se séparèrent de leurs chefs après avoir remis leurs armes aux bataillons qui occupaient les rues débouchant sur le Prado.

Dans ces circonstances, le ministre de la guerre fit preuve d'un grand zèle et d'un dévouement sans bornes pour la cause de la république. Les ordres donnés par lui furent exécutés résolument et avec énergie par les généraux Sotomayor, Contreras, Milans, Hidalgo, Pierrad et Ferrá, et par le brigadier Arin, lesquels, dès le principe, avaient fait offre de service au gouvernement.

La commission permanente des Cortès, malgré tout, ne continuait pas moins à délibérer au grand déplaisir du parti républicain, qui la considérait comme la cause du conflit par ses tendances prononcées à susciter des obstacles à la marche du gouvernement, à prolonger l'interim et à retarder l'élection aux Cortès constituantes; et persistant à vouloir convoquer l'Assemblée sans motif raisonnable, puisque celle-ci avait jugé opportun de suspendre ses séances pour que le comité exécutif pût fonctionner dans toute sa liberté d'action, conserver l'ordre et se consacrer à sauvegarder les grands intérêts de la république et du pays.

La commission de permanence était arrivée en effet à un élément de troubles et de désordres; aussi avait-elle réussi à soulever les colères des volontaires, qui, la voyant toujours continuer ses délibérations après que l'insurrection avait été maîtrisée et vaincue, en dépit de tout, convoquer l'Assemblée, voulaient, de leur côté, pénétrer dans la salle des séances pour l'en chasser. Dans cet état de choses, le gouvernement est intervenu et a mis fin à la crise en prononçant la dissolution.

Madrid est tranquille, mais elle continue à rester armée et travaille à la consolidation de la république. Pour sa part, le gouvernement est résolu à la sauver au prix de tous les efforts et de tous les sacrifices.

On lit en tête de la *Gaceta de Madrid* du 25 :

Le gouvernement de la république vient d'adresser aux troupes de la garnison de Madrid et aux volontaires républicains les proclamations suivantes :

« Soldats !  
« Vous avez bien mérité de la patrie. A compter d'aujourd'hui, vous êtes l'espérance de la république. Vous avez noblement résisté aux suggestions de nos ennemis. Quand est venu le moment critique, vous avez su tourner, contre ceux qui, quelques instants auparavant, vous flattaient pour vous corrompre, vos fusils, vos sabres, vos canons. Rien n'a pu ébranler votre fidélité, ni vous faire relâcher de votre discipline. Vous êtes restés fidèles au gouvernement, et il a su de votre présence pour disperser ceux qui, divisés de principes, mais unis par leurs communes haines, avaient ourdi contre la république naissante la plus coupable et la plus odieuse des conspirations. Pour cela, vous n'avez pas eu besoin de faire usage de vos armes. Dorénavant, que ce souvenir suffise pour que vous sachiez que de vous dépendent en grande partie le salut des grands intérêts sociaux, le salut du pays, la paix de la nation. Recevez le salut le plus cordial du gouvernement de la république.

« Le président par interim du pouvoir exécutif, FRANCISCO PI Y MARGALL, »

« Volontaires de la république !  
« Quelle leçon pour ceux qui hier, vous calement ! En voyant arborer le drapeau de l'insurrection, vous vous êtes levés comme un seul homme et vous n'avez pas hésité à mettre au service de l'autorité et de la loi les armes que vous veniez de recevoir du pouvoir exécutif. Dociles à la voix de vos chefs, vous avez occupé les postes qu'ils vous ont désignés et vous vous êtes vus, pleins d'un noble enthousiasme, résolus à mourir pour la cause que nous défendons. Vainqueurs sans avoir eu besoin de tirer un seul coup de fusil, vous avez été la sauvegarde de la famille, de la propriété, de la liberté de vos concitoyens. Oh ! tant de désordres que vos ennemis affectaient tant de craindre ! Retournez tranquilles dans vos foyers; la république vous sera éternellement reconnaissante, certaine d'avoir en vous son appui le plus ferme et le plus résolu. Elle n'aura rien à redouter, et les machinations des ambitieux seront impuissantes contre elle, tant que vous saurez allier, comme aujourd'hui, la discipline à l'énergie, et, après le triomphe, retourner au sein de vos familles, en laissant noblement aux pouvoirs publics le soin du salut de la patrie. Au nom des intérêts sociaux les plus élevés, le gouvernement de la république vous remercie de vos généreux services.

« Le président par interim du pouvoir exécutif, FRANCISCO PI Y MARGALL, »

« La *Esperanza* publie le manifeste suivant de la minorité républicaine de l'Assemblée :

« Au gouvernement de la république.

« Les grands et lamentables événements qui se sont passés ce soir à Madrid démontrent clairement qu'il s'agit d'un fait de trahison, d'une conspiration tendant à renverser le gouvernement qui aujourd'hui régit les destinées de la nation.

« Des bataillons de l'ancienne milice nationale, sous les ordres de divers généraux que l'opinion publique sait être hostiles au régime actuel, ont eu l'audace d'occuper des postes importants de la ville et de menacer les forces qui se disposaient à défendre avec toute loyauté l'empire de la loi et le prestige du gouvernement.

« On ne saurait laisser impuni un pareil acte de rébellion sans une détermination, sans briser les liens de la discipline militaire et sans exposer la société, déjà si éprouvée par toute espèce de perturbation, aux périls que peut entraîner l'audace intense de tant de généraux ambitieux, aventureux politiques.

« Le gouvernement doit donner une preuve de sévère énergie, en se montrant inexorable vis-à-vis de la municipalité de cette capitale qui a donné des ordres contraires au maintien de la loi vis-à-vis des généraux qui se sont mis sous ordre à la tête des forces nationales; vis-à-vis des bataillons de la nation qui ont désobéi aux ordres du gouvernement, et vis-à-vis des individus qui, en invoquant, le nom de l'Assemblée, ont été cause, par leurs intrigues et leur malveillance, de l'inquiétude qui ce soir s'est étendue sur la population madrilène.

« Si, pour cette œuvre, si, pour châtier les coupables, le gouvernement a besoin de l'appui de ses partisans et des députés qui repré-

sentent son parti, il peut être assuré que cet appui sera d'autant plus résolu, puissant et efficace, que sa conduite sera plus énergique et que sera plus exemplaire le châtiment infligé aux rebelles.

Madrid, le 23 avril 1873. (Sont les signatures.)

L'Office Reuter annonce que M. Castelar a chargé, le 25 avril, M. Moret d'informer lord Granville que le gouvernement d'Espagne, touché des déclarations faites par M. Gladstone, à la Chambre des Communes, relativement aux carlistes et à la situation de l'Espagne, y voit une nouvelle preuve des sympathies que la libre Angleterre a toujours éprouvées pour l'Espagne libérale.

« S'il faut ajouter foi à des nouvelles de Bayonne, 27 avril, publiées par le comité carliste de Londres, les carlistes auraient remporté à Vera une victoire aussi extraordinaire que peu croyable. Au nombre de 700, ils auraient battu complètement une armée gouvernementale de 14,000 hommes, — un contre vingt — à la suite d'un combat qui aurait duré depuis 11 heures du matin jusqu'à la nuit. Les troupes gouvernementales auraient perdu 80 hommes morts et blessés.

Nous trouvons cette nouvelle dans une dépêche de Londres, 27 avril, reproduite par la *Königsberger Zeitung*. Il est évident qu'elle demande confirmation.

#### Turquie.

EGYPTE. — Un conflit qui n'est pas dépourvu de gravité, bien qu'on puisse en espérer le prochain apaisement, s'est élevé dernièrement, dit le *Nord*, entre les autorités égyptiennes et le consul général de la Grande-Bretagne. Depuis assez longtemps le vice-roi était en discussion avec l'administration du chemin de fer d'Alexandrie à Ramleh, placé sous le protectorat anglais, au sujet d'une rectification du tracé de cette voie, rectification qui devait rapprocher le chemin de fer d'un palais d'été de Son Altesse. Le vice-roi avait à différentes reprises cherché à déterminer l'administration à éloigner le railway du palais, mais soit que ses offres d'indemnité ne fussent pas suffisantes, soit que les exigences de la compagnie fussent exagérées, on n'était pas parvenu à s'entendre. La compagnie, se fondant sur un contrat passé avec le prince Mustapha-Pacha, propriétaire du palais avant le khédive, et se croyant, grâce à la protection de l'Angleterre, à l'abri de toute revendication de la part des autorités indigènes, passa outre et fit construire le chemin de fer d'après les plans primitifs de ses ingénieurs. Aussitôt un certain nombre d'agents de police et de soldats se mirent à détruire les travaux et à prendre possession du terrain. La compagnie en appela au juge consulaire anglais, qui se rendit le jour même sur les lieux et arbora le pavillon britannique sur le terrain contesté. Mais pendant la nuit survint un renfort d'agents de police et un détachement de soldats de la ligne qui reprirent possession de la voie, après avoir abattu le drapeau anglais. Le consul général d'Angleterre, prévenu de l'incident, a demandé une éclatante satisfaction; celle-ci sans doute ne lui sera pas refusée pour l'offense faite à son drapeau national, conduit la feuille belge; mais il sera peut-être plus difficile d'arriver à une transaction sur le fond même du litige.

#### Amérique.

ÉTATS-UNIS. — Les journaux de New-York du 14, arrivés à Londres, publient les détails du massacre des commissaires de la paix par les Indiens Modoc. Le 10 avril, cinq Indiens accompagnés de quatre femmes vinrent au camp américain et reçurent des présents de la main des commissaires. Il était convenu qu'il y aurait une conférence entre les Américains et les Indiens. En conséquence le général Canby, M. Dyer, le docteur Thomas et M. Meacham, avec Frank Riddle et sa femme se rendirent à l'interprète, se rendirent au lieu désigné. A peine une demi-heure s'était-elle écoulée, qu'un avis, parti de la station, annonça que les Indiens avaient attaqué les commissaires et qu'un engagement avait lieu entre eux et le colonel Mason. En un instant la troupe prit les armes, ordre fut donné de partir à marche forcée. Peu de temps après, M. Dyer revint dire que les Indiens les avaient attaqués et qu'il pensait être le seul qui leur eût échappé. Mais bientôt on vit Riddle et sa femme se rendre à l'arrière de la ligne de démarcation. Voici comment le massacre avait commencé. M. Meacham avait adressé un petit discours aux Indiens, accompagné du général Canby et du docteur Thomas. Le capitaine indien Jack fit un speech à son tour pour réclamer Lord Greck et Cottonwood, places de sûreté réservées. M. Meacham répondit que cela n'était pas possible. L'Indien Schochinda lui dit de se taire, qu'il avait assez causé — sur ce sujet. Tandis qu'il parlait ainsi, le capitaine Jack fit le tour derrière ses compagnons, puis revint et s'écria : « Tout est prêt ! » Il tira son pistolet et menaça le général Canby. Il arma de nouveau, et cette fois le général tomba mort, ayant reçu la balle sous l'œil. Puis, il tira sur M. Meacham, qui fut atteint à l'épaule et à la tête, mais qui survécut. Boston Charley et un autre Indien tuèrent le docteur Thomas. Hooker Jim poursuivit M. Bayer, mais celui-ci se retourna son pistolet en main et l'Indien s'enfuit. Un autre Indien fit tomber d'un coup de feu la femme de Riddle du cheval qui la portait et s'empara de l'animal. Mais Jack le força à le restituer. Alors un autre donna la chasse à Riddle et tira sur lui.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG

du 20 avril (2 mai).

Le change vient d'éprouver une légère amélioration, grâce à l'absence de preneurs sérieux. Les banquiers n'ont pourtant donné le Londres qu'à 32 3/8 et ont fini par trouver quelque argent à ce taux. Les maisons d'exportation avaient relativement assez de papier à donner, ce qui s'explique par des achats importants de grains faits ces derniers jours pour l'étranger, mais ces traites ont trouvé facilement des preneurs à 32 7/16 parmi les banquiers eux-mêmes. L'opération à la hausse du change, engagée depuis quelques mois par plusieurs de nos maisons de banque, nécessitant des renouvellements à l'approche des termes, facilité beaucoup l'écoulement du papier d'exportation et cela explique suffisamment le faible écart qui existe entre les premières signatures et celles de second ordre.

Il faut ajouter que la cote de 32 1/2 se rapporte à une affaire tout exceptionnelle, qui ne peut pas donner la juste mesure du change.

L'Amsterdam s'est traité à 162 3/4, le Hambourg à 273 1/2, et le Paris à 344.

Les affaires ont été relativement assez restreintes.

En fonds publics, les affaires sont toujours languissantes et de peu d'importance.

Les Lots ont fait jusqu'à 155 et 152 1/2 pour des sommes restreintes.

Les Chemins russes ont été offerts à 139 et l'on en a obtenu même à 138 1/2. Tous les autres chemins restent lourds. On a pourtant payé la Riga-Dunabourg 134 3/4, et la Dunabourg-Vitebsk 133.

Les billets de banque n'ont pas varié, tandis que les certificats de rachat et la rente ont légèrement progressé.

Les obligations de chemins de fer ont été moins demandées à cause de la légère reprise du change. On a pourtant payé les Nicolas à 114 et les Consolidées de 1871 et 1872 à 107 1/4.

Les obligations foncières ont également été moins fermes par suite d'une forte somme de Kharkov offerte en vente à 90 3/8.

Les actions des banques ont aussi perdu quelque chose sur leurs dernières cotes. Les International ont été offertes à 126 1/2, sans dividendes; celles d'Odesa et de la Banque commerciale de Varsovie sont surtout très délaissées. Les Escompte présentent cependant, une exception favorable; elles ont fait 348 et 149, sans dividende.

Rien de nouveau sur le taux de l'escompte.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.

Froment. Le marché est animé et les prix sont fermes; on a acheté au comptant 3,200 tchetverts de Samarkia à 14 r. 60 c. et 2,400 tchetverts de Samarkia à 14 1/4 r., sans sacs; à livrer en mai on demande pour Samarkia à Samarkia 14 3/4 r., 15 r., et on donne 14 1/4 r., 14 1/2 r., pour froment de Sibirie livrable en

mai 13 1/4 r., 13 1/2 r. vendeurs et 12 3/4 r., 13 r. acheteurs; on a acheté 2,500 tch. à 12 3/4 r. et 3,000 tch. à 12 1/2 r. avec 6 r. de Moscou à 13 r. 65 c. avec 5 r. d'arrhes, 2,000 tchetverts de Soursk à 13 1/4 r. avec 6 r. d'arrhes et 2,000 tchetverts de Liskovski à 13 1/4 r. avec 8 r. d'arrhes; à livrer pendant les mois de juillet et d'août on a vendu 2,000 tchetverts de froment de Sibirie à 12 r. 60 c. avec 6 r. d'arrhes.

Seigle. Livrable en mai 7 r. 30 c., 7 r. 50 c. vendeurs et 7 r. 15 c., 7 r. 30 c. acheteurs pour marchandise de bon poids; on a vendu 8,000 tch. du poids de 9 pouds à 7 r. 30 c. avec 3 r. d'arrhes; pour le terme de juin on demande 7 r. 20 c. et on offre 7 r. 10 c.

Avoine du poids de 6 pouds. A livrer en mai on offre 3 r. 90 c., on demande 4 r. 10 c., 4 r. 20 c. et on a acheté 4,000 tch. à 4 r. avec 2 r. d'arrhes, 1,700 tch. du poids de 6 p. 35 l. à 5 r. 65 c. sans sacs; 7,000 tch. de Soursk du poids de 6 p. 15 l. à 4 3/4 r. avec 3 r. d'arrhes et 4,000 tch. de Novgorod du poids de 6 p. 8 l. à 4 r. 55 c.

Graine de lin. A terme pour qualité supérieure 14 r., 14 1/2 r. vendeurs et 13 3/4 r., 14 r. acheteurs; pour qualité moyenne on demande 12 1/2 r., 13 1/2 r. et on offre 12 r., 13 r.

Chanvre. Le marché est ferme; au comptant on demande 27 r. et on donne 36 r.; livrable en juillet 36 r. vendeurs, avec 10 r. d'arrhes et 35 1/2 r. acheteurs.

Lin. On a vendu 150 tonnes de Rjow 2<sup>e</sup> qualité à 45 1/2 r.; pour 3<sup>e</sup> qualité les vendeurs demandent 41 r. et on offre 1 r. de moins.

Fil de chanvre. 1<sup>er</sup> qualité 37 r. vendeurs et 36 r. acheteurs.

Suif. Pour disponible on demande 47 3/4 r., 48 r.; à livrer en mai d'août 49 r., 49 1/2 r. vendeurs et 48 r. acheteurs; pour suif de Sibirie on offre 48 3/4 r.

Potasse de Kasan 1<sup>re</sup> qualité. Le marché est calme; pour livraison en mai on demande 31 1/2 r. avec arrhes et 31 r. au comptant, mais à ces prix les acheteurs font défaut.

Espiril 40<sup>e</sup>. Disponible 71 c. vendeurs et les débiteurs vendent à ce prix.

Le *Times* du 29 avril dit que le vote de dimanche, à Paris, signifie que le temps est venu d'abandonner le système de politique équivoque poursuivi ces deux dernières années. M. Thiers a maintenant, avec une habileté merveilleuse, la balance égale entre les partis rivaux; mais il faut maintenant que l'un de ces partis se soumette à l'autre et disparaisse, et M. Thiers doit prendre résolument sa place dans le parti vainqueur.

Le *Times* ajoute que la défaite de M. de Rémusat a été causée par les extravagances des monarchistes et les prétentions de l'Assemblée de Versailles à vouloir disposer perpétuellement des destinées de la France. Si M. Thiers et ses collègues, continue le *Times*, apprennent à avoir confiance dans la cause qu'ils déclarent soutenir, le parti libéral se ralliera énergiquement autour d'eux.

CHASSE.

Le chambellan du duc de Madrid qui a été arrêté à Genève, — comme on l'a vu plus haut, — est Don Juan Rocaberti de Diemot. L'arrestation a été opérée à la villa Bonoe, propriété de la duchesse de Madrid. Deux pièces de canon emballées dans des caisses ont été saisies.

#### DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Rome, vendredi 2 mai.

D'après l'*Opinione*, le ministère a conseillé au roi de charger M. Pisanelli de former un nouveau cabinet. Mandé auprès de Sa Majesté, M. Pisanelli aurait fait ressortir que le vote de la Chambre était de nature purement administrative. Les autres journaux constatent la difficulté de la situation à la suite de la crise ministérielle.

Le roi a ajourné la visite qu'il a l'intention de faire à S. M. l'Impératrice de Russie, à Sorrente.

Le général Menabrea part pour Stockholm afin d'assister au couronnement du roi Oscar II.

Les dégâts causés en Italie par les gelées sont limités à quelques localités.

BOURSE DE BERLIN DU 2 MAI

3 semaines sur St-Petersbourg, 89 3/8 th. pour 100 r. à 3 mois



